



AMERIQUE / PEROU - « DEFENDONS LA VIE » : LES EVEQUES DENONCENT LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT QUI PORTE ATTEINTE A LA DIGNITE DE LA PERSONNE HUMAINE ET A LA VIE

Lima (Agence Fides) – Le Conseil Permanent de la Conférence Episcopale du Pérou a publié un Communiqué intitulé « Défendons la vie », dans lequel il exprime son regret profond à propos de la politique sur la population, que le gouvernement péruvien introduit et qui, au jugement des Evêques, « ne respecte pas la vie et corrode les bases sociales ». Il s'agit d'une « politique qui porte atteinte à la vie et qui conduit à la perte des valeurs, dans laquelle interviennent des idéologies et des intérêts qui sont contre la dignité de la personne ».

L'Eglise du Pérou, dans sa lutte pour la défense de la vie, élève à nouveau sa voix pour dénoncer le fait que souvent ces campagnes contraires à la vie « sont dues à des pressions et sont financées par des capitaux provenant de l'étranger et, en certains cas, leur sont subordonnées ainsi qu'à l'assistance économique financière ».

La campagne dénoncée par les Evêques est « la pilule du jour après », connue aussi sous le nom de « contraception orale d'urgence ». « La pilule du jour après, déclare le communiqué, empêche l'embryon humain de se greffer dans la paroi utérine et entraîne donc l'expulsion et la perte de l'embryon, et n'est rien d'autre qu'un avortement réalisé avec des moyens chimiques ». Pour cela, déclarent les Evêques, « il n'est pas correct intellectuellement, ni justifiable scientifiquement, d'affirmer qu'il ne s'agit pas de la même chose... ceux qui demandent ou qui proposent l'utilisation de cette pilule ont pour but direct l'interruption d'une éventuelle grossesse, comme dans le cas de l'avortement ». La gestation, de fait, commence au moment de la fécondation et non quand l'ovule fécondé se greffe dans la paroi utérine comme on veut le suggérer implicitement ».

Dans cette perspective, les Evêques lancent un appel à tous les spécialistes qui travaillent dans le domaine de la santé pour mettre en acte « une objection de conscience morale et pour donner avec courage un témoignage sur la valeur inaliénable de la vie humaine, face souvent à une nouvelle forme cachée d'agression contre les individus les plus faibles et sans défense », comme c'est le cas pour l'embryon humain ... L'Eglise ne peut se taire face à cette grave injustice, considérée par certaines idéologies comme un élément de progrès face à l'organisation d'un nouvel ordre mondial ». (R.Z.)

(Agence Fides, 3 septembre 2003, 34 lignes, 438 mots)

> LINKS

Le texte intégral du Communiqué, en espagnol, se trouve sur notre site www.fides.org:

http://www.fides.org/spa/vita_chiesa/vescovi_peru030903.html: